

Montreuil, le 30 juin 2025

Les marchands d'armes se frottent les mains : les pays membres de l'OTAN, les gouvernements fauteurs de guerre viennent de s'engager à augmenter leurs dépenses militaires à hauteur de 5% du PIB d'ici 2035. Pour la France, cela représente une augmentation de 100 milliards d'euros ! Au même moment, le gouvernement Bayrou annonce 5 milliards de coupes supplémentaires sur le budget 2025 (sur les crédits de l'État et sur l'assurance maladie), avec une « déclinaison opérationnelle » le 5 juillet. Le décret du 25 avril 2025 avait déjà annulé près de 3,1 milliards d'euros de crédits budgétaires.

Et il prépare un nouveau budget d'austérité pour 2026. Nous savons parfaitement quelles sont ses intentions : 40 milliards d'euros d'économies dans les dépenses publiques et la protection sociale. Tout cela a des conséquences concrètes sur les salaires, sur les conditions de travail et sur les conditions de vie des millions de salariés et de retraités. Toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière sont dans le viseur : le Statut, les retraites, la Sécurité sociale. Tous les services publics sont menacés. L'AFPA (Agence de Formation pour Adultes), qui fut la plus grande institution de formation professionnelle, risque de disparaître à court terme. L'École publique et les universités manquent de tout, les personnels sont précarisés, leurs missions bafouées. Partout la gestion de la pénurie conduit au chaos.

Les gouvernements entraînent les peuples vers le pire. Les dépenses militaires nous sont présentées comme une nécessité... et une opportunité pour les industriels ! Mais toutes ces armes ne sont pas fabriquées et vendues pour être stockées dans des entrepôts. La guerre en Ukraine, alimentée par les grandes puissances, a déjà fait des centaines de milliers de morts des deux côtés du front. La guerre c'est la barbarie. À Gaza, les soldats israéliens ont l'ordre de tirer sur les foules affamées et sans défense dans des simulacres de points « d'aide humanitaire. » Non seulement notre gouvernement ose encore soutenir l'extermination de tout un peuple, mais il réprime ceux qui n'acceptent pas. Ainsi, la sanction infligée à l'enseignante de Sens, au motif qu'elle n'aurait jamais dû observer une minute en hommage aux victimes palestiniennes, est un message envoyé aux salariés et à la jeunesse : vous devez accepter la guerre et ses atrocités, et en aucun cas ne remettre en cause les gouvernements massacreurs.

Nous sommes internationalistes. La FNEC FP-FO a appelé à toutes les mobilisations en soutien aux Palestiniens, pour la levée du blocus et pour l'arrêt des livraisons d'armes à Israël. De même, nous avons pris position pour l'arrêt des livraisons d'armes en Ukraine, tout en refusant de choisir entre Poutine, Zelensky ou l'OTAN. Comme fédération de l'enseignement, nous

avons une place particulière. Celle de nous tenir aux côtés des jeunes qui refusent de voir leur génération servir de chair à canon.

Plus que jamais, la défense des revendications est reliée au combat contre la guerre, contre les budgets de guerre. Des centaines de militants, syndicalistes et démocrates d'une vingtaine de pays européens ont lancé un appel *« à s'unir contre la guerre et contre les dépenses militaires, et à rejeter l'exigence des gouvernements européens de soutenir leurs politiques brutales et destructrices au nom d'une prétendue "union nationale". Il s'agit là d'un patriotisme factice. Ces guerres ne sont pas les nôtres. Nous ne les paierons pas ! Nous ne mourrons pas pour elles !¹ »* Je suis signataire de cet appel.

Nous combattons à la place qui est la nôtre pour stopper la guerre et les budgets de guerre. C'est ce que faisons avec les parents d'élèves et les personnels mobilisés contre le manque de moyens à l'École. C'est ce que nous faisons en défense de la collègue de Sens, afin d'obtenir la levée de la sanction. C'est ce que nous faisons avec nos camarades de l'AFPA qui ont fait grève le 26 juin avec leurs syndicats pour défendre l'AFPA, ses missions, ses emplois. C'est ce que font les personnels du CHU de Laval qui ont décidé la grève avec leurs syndicats FO et CGT contre les suppressions de postes. Ils ont décidé d'occuper l'hôpital. La semaine dernière, la population et les jeunes agriculteurs de Mayenne les ont rejoints. Le 27 juin, 300 personnels ont envahi le bureau du directeur. Face à la révolte, le directeur de l'ARS a finalement déclaré que les suppressions de postes étaient gelées. La bataille se poursuit pour obtenir l'annulation définitive. Les hospitaliers de Laval ont d'ores et déjà montré la marche à suivre pour l'obtention de toutes leurs revendications.

¹ Retrouvez l'appel européen contre la guerre sur le site <https://contrelaguerre.fr/>